

*Les subsides*

Il y a quelques semaines à peine, mon collègue de Kamouraska-Rivière-du-Loup (M. Gendron) annonçait un octroi de 1,219 millions de dollars au CEGEP de la Pocatière pour l'implantation d'une option de formation en automatique et en robotique. Il y a eu également un octroi de 10,558,414 millions de dollars pour l'Institut d'Ordinique du CEGEP Lionel-Groulx de Saint-Thérèse et un montant de 2,823,385 millions de dollars au CEGEP de Lévis-Lauzon, comme mon collègue de Lévis l'a annoncé dernièrement.

Depuis l'établissement de la Caisse, en décembre 1982, le Québec a reçu, à lui seul, près de 40 millions de dollars pour moderniser nos institutions d'enseignement spécialisé, et il en va de même à travers tout le Canada.

Donc, déjà le gouvernement du Canada répond à un besoin et va de l'avant de concert avec les institutions d'enseignement dans la situation de haute technologie et, on l'espère, par l'intermédiaire de ces programmes, pourra répondre aux demandes des travailleurs parce que ceux-ci veulent embaucher des personnes formées et pouvoir répondre aux besoins de demain dans le domaine de la nouvelle technologie, de la robotique et de toutes ces choses-là.

Monsieur le Président, je ne dirai qu'un mot du système de projection des professions au Canada, autre élément essentiel du nouveau programme national de formation des travailleurs. Il permet de recueillir, de structurer et de diffuser des renseignements relativement à l'offre et à la demande future en ce qui a trait aux travailleurs sur une base professionnelle. Ce système ne saurait être véritablement efficace que si nous pouvons le mettre en œuvre avec la collaboration des provinces, du patronat et des syndicats afin d'obtenir une meilleure planification à long terme des ressources humaines du pays. Le système fournira des données allant du moyen à long terme, c'est-à-dire pour une période de trois à 10 ans, concernant l'offre et la demande possible de travailleurs par province. Les prévisions relatives au déséquilibre possible dans les professions seront examinées et révisées à l'occasion de conférences annuelles sur les perspectives dans les professions. C'est pourquoi je répète mon invitation à monter à bord à tous ceux qui, jusqu'ici, employeurs comme employés, ont entendu parler des nouveaux programmes du gouvernement canadien et n'ont pas cru bon d'entreprendre des démarches qui pouvaient leur être profitables. Je ne prétends pas par là, toutefois, qu'une mue quasi instantanée et pouvant profiter à la totalité des Canadiens, surtout nos trop nombreux chômeurs, est en cours, mais je suis sûr qu'un nombre considérable des nôtres peuvent y trouver compétence et profit. Les formules vont continuer d'être rodées, de s'adapter à la révolution technologique mondiale, mais il est essentiel que les intéressés encore une fois montent à bord. Il faut en outre tenir compte de la conjoncture économique mondiale et je donnerai une idée de son caractère imprévisible en rappelant, monsieur le Président, comment le marché du pétrole, si influent sur l'économie canadienne, a pu dérouter tous les experts au cours des dernières années. On dit souvent qu'on n'arrête pas le progrès, même le freiner peut coûter excessivement cher en définitive.

• (1220)

La bureautique, la robotique et toutes ces nouvelles disciplines vont créer des perturbations, éliminer des emplois certes, mais elles créeront en même temps des besoins et des tâches nouvelles dont il est impossible de prédire maintenant si elles

seront plus nombreuses et rémunératrices que celles qu'elles auront fait disparaître. Mais où en serions-nous aujourd'hui si nous avions refusé dans le passé le chemin de fer, l'électricité, l'automobile, l'avion, le téléphone, la chimie, la télévision, et le reste? Récemment, ce furent les montres digitales, les téléviseurs, les magnétoscopes, les équipements médicaux et j'en passe. Que l'on songe aux programmes de recherches spatiales et aux retombées qu'elles nous ont apportées au Canada en télécommunications, en matériaux nouveaux et en transport, d'où des secteurs où bon nombre de Canadiens ont pu se spécialiser, d'où les secteurs justement, par des programmes de formation et la Caisse d'accroissement des compétences, où nous pouvons diriger nos jeunes Canadiens ou recycler les Canadiens qui malheureusement ont dû perdre leur emploi. Par contre, l'industrialisation a créé de nouveaux problèmes comme, par exemple, l'utilisation accélérée de certaines ressources naturelles non renouvelables, des atteintes à notre environnement, le bouleversement de nos modes de vie et les risques apportés par les armements modernes.

Plus récemment, le ralentissement de la croissance économique et l'aggravation du chômage ont coïncidé avec une certaine réticence du public à l'égard des technologies nouvelles. En somme, des grands progrès scientifiques et technologiques ont modifié radicalement notre mode de vie, et toutes ces transformations s'accélérent.

D'autre part, les progrès réalisés dans les techniques de l'information, si on les ajoute au perfectionnement des ordinateurs, des magnétoscopes et des télécommunications, sont susceptibles de transformer l'éducation et on en a justement la preuve dans les transformations fébriles que l'on voit s'accomplir, par le temps qui court, dans nos centres de formation et d'éducation, y compris au Québec.

La robotique dont le développement est considéré par certains comme susceptible d'aggraver la situation alors que d'autres soutiennent le contraire peut, d'autre part, libérer les travailleurs de tâches dangereuses ou répétitives en plus d'augmenter le rendement des industries. On pourra recourir à la même technologie pour réduire les problèmes des handicapés physiques au moyen de prothèses nouvelles ou d'autres techniques inédites. Faudrait-il interdire le recours au robot dans l'industrie de l'automobile, par exemple, alors que le Japon a déjà pris dans ce domaine une avance appréciable? Poser la question est évidemment donner la réponse inéluctable, et ceux qui voudraient que nos travailleurs se réfugient dans les disciplines traditionnelles sous prétexte que celles-ci utilisent plus de personnes condamneraient les nôtres à une production bientôt désuète, déficitaire, alors que de meilleurs produits en provenance de nations industrielles concurrentes ou même du Tiers-Monde nous acculeraient à la faillite dans l'oubli.

Que faut-il faire vraiment? Aller de l'avant, monter à bord, je le répète, monsieur le Président. Il faut également encourager la recherche et l'industrie à tirer le plus grand parti possible de celle-ci pour que nous soyons à l'avant-garde d'un progrès qui nous permettra de conserver l'un des plus hauts niveaux de vie au monde.

On doit d'ailleurs reconnaître, si l'on considère les grandes périodes d'industrialisation dans leur ensemble, que les innovations qu'elles ont apportées ont été au nombre des principaux